

:



UNION CALANQUES LITTORAL.

**CANALISATION DE TRANSPORTS DE DECHETS INDUSTRIELS.
L'OUVRAGE QUI MENACE RUINE – VETUSTE – CORROSION- NOCIVITE -
INERTIE CALCULER – LE REJET DU DOSSIER.**

**COMMUNICATION POUR COMITE DE SUIVI MER
DU 17 NOVEMBRE 2017.**

REQUETE TIERCE EXPERTISE - EXPOSE DES MOTIFS.

DONNEES - CARACTERISTIQUES -ADMINISTRATIF.

RECAPITULATION DES QUESTIONS.

LA CANALISATION EN IMAGES.

Simiane Collongue le 26/10/2017

Michel Mazzoleni.

REQUETE TIERCE EXPERTISE – EXPOSE DES MOTIFS. (p. 1 à 12).

0/ Introduction, plongée en eaux troubles, les mystères des profondeurs.

1/ Justifications de la requête d'une demande d'expertise de la canalisation.

2/ Autorisations – Arrêtés. Déclaration d'Utilité Publique DUP.

3/Transporteur Aluminium Pechiney – Convention d'utilisation Altéo.

4/Le choix de la zone d'implantation au large de Cassis, une zone à risques.

6/Vérification intérieur/extérieur, passage PIG, état, constatations, continuité.

7/Incident de plongée de 1987, continuité, cassure !!! courrier préfet du 05/07/2017.

8/Intervention sur la canalisation, semaine du 02 au 06/10/2017 par Altéo.

DONNEES - CARACTERISTIQUES. L'ENVIRONNEMENT ADMINISTRATIF. (p.13/26)

5/Caractéristiques du tuyau, dossier demande de concession.

9/ Quantités rejetées, solides boues rouges, effluent liquide.

10/Les rejets, toxicité, nocivité.

11/Le principe pollueur/payeur. Redevance sur l'eau, TGAP.

12/ Le principe de précaution.

13/ Acte notarié - Traité d'apports partiel d'actif 2012 – Comptes sociaux.

14/ Gouvernement.

15/Les recours, Commission Européenne - Tribunal Administratif de Marseille.

Mes rencontres avec le minerai de bauxite en 50 ans.

L'ETAT DE LA CANALISATION EN IMAGES.

Remerciements à :

Aldo Franco, plongeur, spécialiste en canalisation sous-marine.

Henry Augier professeur d'Etat, maître de conférences faculté des sciences de Marseille Luminy. Spécialiste en molysmologie (science des pollutions). Expert, consultant international sur les problèmes de pollution et protection de la nature.

Michel Mazzoleni, le coordinateur qui examine à la loupe le montage réalisé par Rio Tinto qui perdure depuis 2012. Ancien D.A.F. au sein du groupe Bolloré.

0/ Introduction, plongée en eaux troubles, les mystères des profondeurs.

Mes remerciements chaleureux à nos citoyens bénévoles et plongeurs, des conditions difficiles, lutte inégale face aux moyens mis en œuvre par l'industriel et les autorités mais on ne désespère pas d'une issue raisonnable.

La santé humaine, la protection de la flore, faune marine mérite cet acharnement dès lors qu'il apparaît que seules des motivations strictement économiques et financières sont les priorités.

Une évidence incontournable, la corrosion une réaction physico/chimique qui s'étudie en classe de 6^{-ème}. Elle attaque le métal de la canalisation immergée en mer depuis plus de 50 ans, de plus l'implantation en zone à risques aggrave un ensemble de phénomènes naturels. Des dangers majeurs ne sont pas à ignorer. Nombre de signaux sont présents sur l'état lié à sa vétusté.

Au dire de l'industriel et des autorités la canalisation ex Pechiney n'en serait pas affectée. Tout au contraire, un tuyau en fin de course demande contrôle et vérification de sa capacité à assumer sa fonction.

Comprendre, accepter la nécessaire préservation de l'emploi la voie de la raison. S'engager pour la création d'une usine moderne adapté aux conditions de l'évolution de la filière aluminium mondialisée, alliages, recyclage des déchets des voies d'avenir à explorer.

Conserver le savoir-faire, les brevets en France notre indépendance est à ce prix.

La complexité et la technicité du dossier Pechiney et successeurs, le positionnement bienveillant et constant des autorités et d'une multitude « d'experts » a permis à l'entreprise de trainer les pieds de gagner du temps.

Pour les autorités et l'industriel la canalisation serait-elle dans son état originel ? en parfait état pour ne pas avoir à diligenter les contrôles approfondis qui s'imposent.

La continuité industrielle de Gardanne et sa rentabilité en berne n'ont jamais été à l'ordre du jour ni intégrées pour une vision à long terme. S'approprier le savoir-faire et les brevets : les objectifs inavoués de Rio Tinto.

Le discours des industriels successifs est bien rôdé, ils imposent aux élus locaux, au Préfet, aux autorités nationales même à un Président de la République leurs propres options de dépollution « apparentes » que l'on finance à l'aide de subventions publiques sans aucun engagement de responsabilités environnementales, acte notarié de 2012.

Faute de contrôles sévères, l'entreprise a pris le temps de préparer la fermeture du site, la continuité industrielle de Gardanne n'étant pas un objectif stratégique et rentable.

Après s'être emparé d'Alcan, Rio Tinto a trouvé dans son portefeuille l'usine et sa vétusté mais surtout un savoir-faire, des brevets et la possibilité de mise au point en exploitation grandeur nature d'un process exportable pour ses activités à viser engineering.

L'illusion d'une mise au point en laboratoire à partir d'un litre de rejet alors qu'il est « balancé » 2 332 800 000 l. an. On persiste à « vendre » un taux d'abattement de 99 %.

La technologie existe pour produire « propre » avec la création d'une usine moderne, l'importation de l'alumine, l'implantation de raffineries au plus des mines de bauxite sont la tendance mondiale. La compétitivité de Gardanne en l'état est aléatoire.

Les responsabilités de l'Etat apparaissent engagées après avoir encouragé, autorisé et persévéré pour des raisons strictement financières à la réalisation et la mise en service d'une « **monstruosité** » qui menace ruine après 50 ans d'immersion en mer.

L'impact sur la flore et la faune marine et par-delà même la santé est avérée. La connaissance des composants, perturbateurs endocriniens, actions sur l'humain, les effets cumulatifs de la chaîne alimentaire sont ignorés.

Depuis 50 ans près de 200 avis dits scientifiques déclarent malgré les contradicteurs ce déchet inerte.

Question : M. le Préfet comptez-vous mettre en œuvre une tierce expertise. Votre courrier du 03/08/2017 laisse entrevoir la possibilité d'une saisine à votre initiative.

La recherche d'un repreneur à Altéo successeur du montage Rio Tinto/HIG serait en cours d'après la déclaration au journal La Provence de juin 2017 du député Lambert.

Ou en sommes-nous ? Le moment d'imposer des options fortes.

1/ Justifications de la requête d'une demande d'expertise de la canalisation.

L'objet de l'expertise a pour but d'apporter des éléments de décisions pour un démantèlement au pire un renouvellement. Le sens de notre requête déposé le 19/09/2017 et notre courrier du 09/08/2017 auprès de M. le Préfet Bouillon en réponse à son courrier du 03/08/2017.

L'inventaire complet des conséquences, compte et mécompte après 120 ans a été déposé en préfecture le 08/10/2017. Le citoyen n'a pas les moyens techniques et financiers pour s'assurer du bon fonctionnement de l'installation, ce qui se passe au fonds est inaccessible et caché.

Des reconnaissances associatives ont eu lieu dans la rivière souterraine de Port Miou à une profondeur maximum de 40 m. sur une distance jusqu'au cavalier béton de 100 m.

Des comptes rendus ont été adressés, Préfecture, Ministère Transition Ecologique en Aout 2017 avec photos ainsi que la déclinaison des motivations des requérants.

Question : La Corrosion un phénomène naturel qui détruit le métal. La canalisation ne devrait pas y échapper. Aucune investigation d'ampleur n'a été entreprise.

Communication des vidéos et rapports de surveillance dans leurs intégralités notamment celles incluses prévus et ce conformément aux Arrêtés.

Des demandes ont été déposées, sans réponse :

- Lors de l'enquête publique, remarques et photos aux registres de Cassis par M. Franco et de Simiane Collongue par M. Mazzoleni etc.
 - o Les avis du rapport largement insuffisants face aux réalités dénoncées.
- Lors de différents Comités de Suivi par UCL et le 06/07/2017.

Des mesures d'investigations s'avèrent obligatoire.

Définir la mission, la durée, la collecte des annexes, le suivi, ce n'est pas insurmontable.

Les conclusions d'une expertise indépendante s'imposeront à tous dès l'instant où le citoyen sera associé étroitement à une démarche de transparence.

Après 50 ans de services pour une durée de vie de 20/30 ans on ne peut plus attendre et s'exonérer de la mise en œuvre d'une décision de bon sens, **diligenter une expertise.**

Ce que les manuels nous enseignent :

Une interaction physico-chimique entre un métal et son environnement entraîne des modifications dans les propriétés du métal et souvent une dégradation fonctionnelle du métal lui-même, de son environnement ou du système constitué par ces deux facteurs.

La corrosion représente la perte de 100 millions de tonnes d'acier par an (5 fois la production française).

La canalisation, Pechiney n'échappe pas à cette règle qui engendre de fortes dégradations et de différents types, généralisées, localisées, par piqures, crevasses, érosion/corrosion, voir galvanique sous contrainte des produits transportés.

La présence de bactéries, dans l'eau de mer, provoque et accélère aussi le processus.

Il s'agit d'un phénomène par lequel les métaux retournent à leur état naturel initial d'oxyde ou d'hydroxyde.

Cette alchimie impose un cycle de renouvellement ce qui résume notre **impuissance.**

Impossible d'y échapper, les tableaux de calcul des pertes d'épaisseur d'un ouvrage à durée de vie inférieure à 30 ans (le cas d'une plateforme offshore 25 ans) le calcul de la vitesse de propagation de la corrosion :

- 10 premières années, 0,15 mm/an
- 20 années suivantes 0,075 mm/an.
- La vitesse de corrosion due aux piqures est trois à quatre fois supérieures aux pertes moyennes d'épaisseur du métal.

Durée de vie et vieillissement des paramètres connus, les conduites se dégradent lentement par perte progressive de métal sous l'effet de la corrosion ce qui diminue la résistance mécanique et les rendent à terme inutilisables.

La protection cathodique, sa continuité, évite la réaction anodique de corrosion du fer par rapport d'électrons. Cette corrosion provoque une augmentation du pH, formation de dépôt calco /magnésium (hydro calcites).

La règle de prudence voudrait qu'il soit procédé à des expertises intégrant :

- Le métal, son état, sa durée de vie L'acier un alliage de fer et de carbone à 2 % moins solide face à la corrosion alors que la fonte est à 6 %.
- Le calcul de la résistance à l'écrasement, la force d'effondrement des paramètres incontournables en l'état du tuyau. (Rapport diamètre, épaisseur paroi, limite d'élasticité). Ou en sommes-nous ?
- Ce n'est pas de l'époxy le matériau protecteur mais un brai bitumeux qui se désagrège par plaque, d'une épaisseur de 2 à 4 mm.
- Un morceau remis lors de l'enquête publique comme pièces à conviction dixit (registre Simiane Collongue n° 10 et Cassis) afin de déterminer sa longévité.
- La désagrégation du revêtement protecteur est évidente.
 - o Aucune analyse n'a été entreprise, nous disposons du métal, du brai, d'un micro tissu de verre anciennement de jute, jeté au sol lors de travaux et qui ont été récupérés par nos soins pour analyses.
 - o L'application du brai se faisait sur site avant pose, la qualité des performances, adhérence bien inférieure à celle réalisé en usine.

- Une technique qui a été abandonnée vers 1970.

Question : Ces données permettent de calculer, de peser les enjeux, anticiper le temps restant avant une cassure où un événement de grande ampleur.

La réalisation de l'expertise est urgente. Aucune excuse ou prétexte pour un quelconque retard.

2/ Autorisations – Arrêtés – Recours - Tribunal Administratif Marseille.

1/a. Déclaration d'Utilité Publique (DUP) en date du 04/01/1966 signé G. Pompidou.

« Article 1^{er}. – Est déclarée d'utilité publique la construction dans le département des Bouches du Rhône d'une canalisation destinée *exclusivement* au transport et à l'évacuation des *résidus solides* de la fabrication d'alumine entre l'usine de la Compagnie Pechiney, à Gardanne, et la baie de Cassis. »

Les boues rouges (pâteuses et abrasives) sont assimilées à des éléments solides.

Question : Depuis le 01/01/2016 il s'agit de rejets liquides. Validité de la DUP ?

1/b. Conseil d'Etat, se prononce le 15/03/1968 sur la requête de la commune de Cassis.

Objet : Annulation de la DUP du 04/01/1966. Le maire de Cassis débouté, motifs :

- Evacuation de résidus solides par la construction d'une canalisation.
 - Depuis le 01/01/2016, il s'agit d'effluents liquides.
- La bauxite extraite **ESSENTIELLEMENT** des mines de Provence.
 - Ce qui est inexact depuis 1970. (1)
- Le déversement ne serait pas de nature à porter atteinte
 - A la santé publique.
 - A la flore, la faune sous-marine.
 - Non fondés à soutenir l'existence de risques graves.
 - Confirme la légalité de la DUP, les rejets nocifs ne remettent pas en cause la légalité de la DUP.
 - La légende des résidus inertes est née en cette occasion. (1)

Question : Les attendus sont aujourd'hui inexactes, effluents liquides, bauxite de Provence, non mais de Guinée. Résidus inertes ce que l'ANSES ne confirme pas directement, La fragilité de l'arrêt du Conseil d'Etat actualisé une évidence.

Une nouvelle saisine pour y voir clair ?

De plus, la réglementation et les Directives de la Commission Européenne ne pouvaient pas à cette date être prise en compte par la juridiction.

1/c. L'option rejets en mer, la raison financière la priorité, les autorités leurs constats.

Ministre Barnier 1993, « le stockage à terre des résidus reste actuellement inenvisageable par l'industriel, car d'un coût de fabrication et d'exploitation prohibitif soit 100 MF par année de production contre 6,5 MF pour le rejet en mer. Cette solution est envisageable mais nécessiterait une emprise au sol importante (bassin de stockage de 200 m. de diamètre). »

Question : Depuis le 01/01/2016, les déchets solides sont entreposés à mangearri sans sarcophage (bassin béton), la côte NGF 275 m. ne devra pas être dépassée, Arrêté de 2014, il manque actuellement près de 20 m.

A l'échéance de l'autorisation d'exploiter jusqu'à 2021. Aucune estimation qui détermine la date à laquelle la côte sera atteinte. Pouvez-vous apporter des précisions ?

D'autre part la majorité municipale de Bouc Bel Air dans sa dernière publication prépare la fin de l'exploitation de fin 2021. Un prochain Conseil devra débattre de la situation.

Suivant les actes, notarié, certifications des comptes et Traité de cession de 2012, Altéo ne serait pas responsable des pollutions. Qui rechercher aujourd'hui disparu ?

Ces pièces sont à la disposition des autorités.

La communication des documents cités dans les actes sous le vocable « accords des autorités gouvernementales » nous paraît incontournable, ils ne sont pas rendus public.

M. Barnier 1993, successeur de Mme Royal qui a été elle aussi avisée de la présence de boues rouges dès 103 m. par le député Jean Tardito le 18/01/1993 et le prédécesseur de C. Lepage, il s'exprime ainsi :

Un choix clairement financier et d'opportunités, différentes sources dont un ministre en exercice en 1993 apportent des précisions :

- Coût stockage à terre 15 millions d'euros an.
- Déversement en mer 1 million €.
- Estimation du stockage à terre dans une zone totalement confinée de 200 m de diamètre, un coût prohibitif pour l'industriel 100 MF en 1993.

1966, l'investissement canalisation a été de 23 660 000 francs soit 3,6 millions euros, fiscalement cette installation a dû être amortie sur 20 ans, la durée de vie raisonnable du métal de l'époque le coût de mis en œuvre l'équivalent de 180 000 € une mise.

Question : Les évidences dès 1993 dénoncées par les autorités elles même, y compris succinctement n'auront pas servi à prendre conscience des enjeux pour agir.

L'expression des communes, un manque d'informations et de suivi concernant le passage de la canalisation sur le territoire communal (situation et d'interrogation ou passe le tuyau) avant de délibérer et de déposer leurs remarques à l'enquête publique de septembre 2015, application du Code de l'Environnement art. R 512-20 et R 512-6.

- Demande d'expertise sur l'état de la canalisation, épaisseur, taux d'usure, risques de rupture et qualité des vannes, inspection par caméra.
- Mise en œuvre de garanties financières suffisantes.
- Un petit nombre de vannes 4 sur tout le parcours terrestre.
- Un débit de 270 m3/h, une rupture entrainerait plus de 1000 m3 de rejets si la vanne de coupure était fermée 4 heures après :
 - o Avec les normes dérogatoires :
 - 1700 grammes d'arsenic, 1226 kg d'aluminium (floculant), pollution chimique DCO de 800 kg avec un Ph très basique de 12,4 5 (si normes respectées) .
 - o Si respect des normes :
 - 50 g d'arsenic, 5 kg d'aluminium, 6 kg de DCO avec un Ph de 9.

Aucune indemnisation au titre de la servitude de passage n'a été versée aux communes, la réclamation avancée était de 200 000 €/an pendant 5ans puis 100 000 €/an.

Aucune prescription pour la remise en l'état initial en cas d'arrêt de l'usine.

Question : Cohabitation avec le tramway « Valtram » du pays d'Aubagne, canalisation à enterrer ou pas ? Qui paie ?

3/ Transporteur Aluminium Pechiney – Convention d'utilisation Altéo.

Un émissaire utilisé pour les rejets industriels (c'est le cas) est concerné par la définition d'une canalisation de transports, régie par le Code de l'Environnement article L 555-1.

Notre analyse juridique a été remise à M. le Préfet Bouillon le 19/09/2017 ce document a été établi en collaboration avec un avocat, les titres et interrogations (6 pages) :

- Vérification de l'état structurel extérieur/intérieur.
- Nature des déchets- Canalisation techniques, terrestre, sous-marine, impact.
- Aide d'Etat compatible ou incompatible avec le droit européen.
- Exploitation du minerai, circuit.
- Moyen de préservation, ensemble des risques, les contrôles
- Convention d'entretien conclue le 21/07/2013.

Demande du 26/09/2017 pour mise à l'ordre du jour du C.S. mer « la canalisation ».

Question : M. le Préfet, qu'elle est la position des autorités sur notre questionnement juridique et communication de la Convention d'utilisation entre Rio Tinto et Altéo.

4/Le choix de la zone d'implantation au large de Cassis, une zone à risques.

Caractéristiques naturelles de la zone de rejets dites de « Cassidaigne ou Canyon » morphologie, il est composé d'un plateau continental, talus, glacis et plaine abyssale.

- Plateau Continental : longueur 7,3 km pour une profondeur de 110/115 m.
- Talus ou tête du canyon, début profondeur de 120 m avec des pentes 15/30 ° dès 130/250 pentes de 45/90 °. Depuis 500 m à 1000 m. faible inclinaison 5/8 °
- Goulet d'étranglement ou verrou, haut de 140 m, un chenal profond de 1000 m
- Plaine abyssale, en aval du goulet un chenal élargi de 1000 à 2300 m. avec une pente faible de 1/2 °.

L'implantation sous-marine de la canalisation, 7,7 km en mer :

- | | |
|---|---------|
| - Arrivée dans la rivière de Port Miou | 30 m |
| - Protection par cavaliers bétons sur | 200 m |
| - Plateau continental | 7 100 m |
| - Talus, sortie de la canalisation « estimation » | 400 m |

Etude hydrogéologique de la source (rivière souterraine eau douce) de Port Miou à l'arrivée de la canalisation terrestre qui s'enfonce en mer via ce percement.

Question : Des boues rouges présentes qui cherchent explications.

M. Serge Solages, hydrogéologue, retraité du BRGM, membre de la Commission d'Enquête Publique qui a rendu un avis favorable à la demande conjointe, d'Altéo et d'Aluminium Pechiney est un conférencier très demandé pour expliquer avec une grande clarté les risques sismiques présents dans notre région explication :

« La lithosphère est constituée de plusieurs plaques qui bougent entre elles du fait des mouvements de convection ».

Dans le cadre du permis de recherches de pétrole offshore au large de Marseille, mitoyen au Parc des Calanques deux séismes sont inventoriés, l'échelle de Richter indique 3,4 et 2,6 en 2005 et 5,5 en juillet 2011.

M. Solages a co-signé « Le risque sismique en PACA mis à jour en 2009.

Le BRGM a identifié rapports n° 55 356 de juillet 2007 des risques de mouvements de terrain côtiers de grandes ampleurs au droit de la zone de la canalisation dans le Parc des Calanques avec des aléas de tsunami (page 29) localisation (page 12) :

- Cap Canaille
 - o Type de mouvement, éboulement.
 - o Nature des matériaux, éboulis, poudingues.
 - o Ordre de grandeur du volume maximal **800 000 m3**.
- Le Revestel
 - o Type de mouvement, glissement.
 - o Nature des matériaux marnes.
 - o Ordre de grandeur du volume maximal **960 000 m3**.

Ainsi que les rapports BRGM - **55 760** décembre 2007 modélisation des aléas côtiers – **54 316** janvier 2006 problématique liée aux falaises côtières – **54671** mai 2006 rapport de synthèse falaises côtières- **54730** juin 2006 Plans de prévention des risques naturels rapport final tous départements signé Serge Solagès.

Question : **Qu'elles sont les moyens de sécurité et de sauvegarde à disposition permettant la mise en œuvre des principes de prévention et de précaution par rapport aux populations exposées et largement commentés par les experts.**

5/Vérification intérieur/extérieur, passage PIG, état, constatations, continuité.

La connaissance limitée des contrôles engagés, avec une unique vision de l'extérieur.

En mai 2016, un examen de la canalisation immergées jusqu'à l'exutoire de moins 320 m par un robot de la Comex a été réalisé.

Une précédente plongée en octobre 2015, là où la vie marine a colonisé le métal, ce qui ne permet pas d'apprécier son état sauf à gratter fortement. Est-ce le cas ?

Des relevés de points d'usure ont été réalisés par l'industriel à l'aide d'équipement à « ultra son ». Il a été relevé une épaisseur résiduelle de 2 mm de métal dans la zone de 6 heures. Le lieu après le chevauchement avec La Barasse (source scaphandriers), date d'intervention près de 20 ans en arrière.

Conclusions exposées par l'industriel :

- **Aucune évolution constatée.**

- Services de l'Etat, le Préfet a demandé des compléments pour justifier les modalités et périodicités de contrôles et à rappelé la nécessité d'achèvement des travaux de réfection du revêtement de protection des canalisations en particulier au niveau de Port Miou.

Notre plongée du 17/10/2017 a constaté la pose de nombreux colliers et la réfection par straps noir des deux tuyaux y compris La Barasse sur quelques mètres et à moins de 20 m. de profondeur d'où l'impression d'une réparation provisoire.

L'accès aux rapports ainsi que l'intégralité des vidéos sans montage est sollicité.

M. Ramé. La technologie PIG vous apparaît elle adaptée en matière de prévention des risques sur la canalisation ? Votre commentaire du 06/07/2017 lors du Comité de Suivi a été noté et apprécié à savoir : « cela ne s'est jamais fait ».

La création de gares à racleur ne sont-elles pas une nécessité pour un contrôle permanent de l'état.

L'envoi pour la suite des contrôles d'un PIG intelligent bi directionnel par poussée hydraulique de quelques grammes est tout l'intérêt pour la connaissance de l'acier.

Compte tenu de l'ancienneté et des atteintes au métal il ne serait pas exclu que le PIG se bloque. Pour régler l'incident il faut envoyer une contre pression par l'autre extrémité (exutoire à 320 m.) ce qui n'est pas réalisable en l'état.

Réaliser une dépression par une pompe à vide pour permettre la récupération risque de faire « collapser » la conduite en amont, la rendre ainsi impraticable.

Un matériel de contrôle disponible chez Ali Baba pour moins de 1000 euros. Un racleur instrumentalisé permet la mesure résiduelle de l'épaisseur du métal et ou de vérifier l'état de la tuyauterie, recherche de fuites, de la continuité. Ce qui permet de déterminer les fréquences de fuites par cause.

Dans un cadre normalisé, le passage d'un racleur est une opération ordinaire, obligatoire afin d'apprécier l'homogénéité de la conduite ce que l'on retrouve dans tous les manuels de procédure de maintenance.

Le tome 3 du résumé non technique de demande d'autorisation du 19/05/2014 par Altéo précise à la page 21 non reprise dans le sommaire ??? :

« Une étude technico économique concernant la faisabilité de la mise en place d'un racleur instrumenté sera réalisé à l'échéance du 31/12/2014. Cette étude portera notamment sur la possibilité de faire passer un racleur dans le tube, comptes tenus des contraintes techniques (courbures, etc.). »

Cette demande du passage d'un PIG a été réclamée lors de l'enquête publique afin d'apprécier l'épaisseur résiduelle du métal après 50 ans du passage de résidus solides hautement abrasif aussi bien sur le linéaire que dans la zone d'accélération la plus fragile situé à la jonction de Port Miou.

Question : Communication de cette étude du 19/05/2014 a-t-elle été mise en œuvre ?

La génération PIG, racleur, intelligent, des technologies qui permettent d'anticiper et d'assumer le principe de prévention et de précaution ? Une nécessité.

6/Incident de plongée de 1987, continuité, cassure !!! courrier préfet du 05/07/2017.
--

Attestation du 05/07/2017 certifiant un fait survenu en 1987 mais connu des initiés.

Le rapport d'une opération scientifique l'objet de la plongée, à bord M. Gérard Rivoire son ouvrage « La mortalité anormale des coraux rouges et Gorgones ».

« Dans le cadre d'un programme de recherches et d'évaluation des réserves de corail (Faculté de Luminy Marseille), sous ma direction scientifique avec l'aide du sous-marin Nérée 201 appartenant à la société de recherches sous-marine SDRSM, nous avons effectués 90 immersions de Marseille à Nice.

Deux immersions ont été faites au large de Cassis et de la Ciotat plongée n° 9 le 20/09/1986. Localisation 2,12 nautiques de Cassidaigne 5,7 de l'île de Riou, profondeur -185 à -200 mètres durée de la plongée 1 h 26 exposition W, physiographie tombante.

Plongée n° 10 le 20/09/1986, localisation 4,95 nautiques de l'île Verte de La Ciotat, 5,75 de Riou, profondeur -113 à -182 mètres durée 2 h 40 exposition W physiographie tombant.

Lors de ces immersions arrivées à moins 184 mètres de profondeur, la visibilité était nulle (nuage rouge) nous avons devant nous une falaise de boues rouges, une avalanche est survenue ce qui a obligé à larguer la gueuse du sous-marin pour se sauver.

Ce phénomène m'a amené à me poser certaines questions sur l'état de la canalisation qui devrait déverser les résidus et déchets toxiques à -320 mètres d'après Pechiney et successeurs.

Ces événements ne sont pas caractéristiques d'un UPWELING, courant ascendant qui ne peut déposer de telles quantités de boues rouges ou accusé le verrou de la fosse de Cassidaigne sur le Plateau Continental.

De plus la confirmation de ce dépôt sur le plateau continental est venue suivant copies jointes :

- *Jean Tardito député de la circonscription en date 18/01/1993. Les boues rouges apparaissent des 103 m. de profondeur, en 1993 l'épaisseur était de 34 m. au large de Cassis.*
- *Saisine du maire de Cassis du 20/10/1993 auprès du Ministre de l'environnement Michel Barnier, actuel commissaire Européen, sa réponse sur les nombreux sujets encore d'actualité. »*

Question : Les éléments d'informations avec annexes ont été transmis début juillet 2017 en préfecture, profondeur et coupe morphologique du fonds, une exploration de vérification s'impose pour l'intégralité de la canalisation et dans ce périmètre particulier.

7/Intervention sur la canalisation, semaine du 02 au 06/10/2017 par Altéo.

Par mail du 12/10/2017, j'ai saisi Mme. Le Maire de Cassis après mettre assuré que M. Bertothy n'était pas au courant. Des photos ont été prises à Port Miou par la capitainerie. Mail et courrier d'UCL, sans aucune réponse afin d'obtenir les photos.

Lors d'un précédent Comité de Suivi, M. le Préfet a demandé d'effectuer les réparations rapidement.

L'entreprise Hydrokarts (38360 Sassenage) a réalisé ces travaux.

Le 17/10/2017 de 9 h. à 11h. l'équipe de M. Franco auteur de la vidéo et des photos présentées lors de l'enquête publique de septembre 2015 a plongé.

Constatation des différentes réparations :

- Lieu, le tunnel de la rivière souterraine (eau douce).
- Jonction de la canalisation terrestre et marine.

- Mise en place de colliers du diamètre de la canalisation.
- Réparation gainée de « sparadrap noir » d'apparence provisoire.

Contrairement au communiqué de presse du préfet du 02/09/2016 qui exigeait une intervention lourde dans ce secteur.

Question : **L'urgence d'une tierce expertise intérieur/extérieur s'impose afin de s'assurer avec précisions des décisions à prendre.**

LES DONNEES ET CARACTERISTIQUES. L'ENVIRONNEMENT ADMINISTRATIF.

8/Caractéristiques du tuyau, par Altéo, dossier demande de concession.

- Acier recouvert braie époxy, (**brai**) diamètre extérieur 240 mm – épaisseur 7,92 mm – Résistance à la pression 50 bars.
- Soude et Ph maxi 12,4 – Métaux présents sous forme dissoute et particulaires – Substances organiques – Matières en suspension.
- Suivi, protection, maintenance, surveillance :
 - o Annuelle sortie de la galerie (60 m.)
 - o Chaque 5 ans, partie sous-marine dans sa totalité.
 - o Etat de la corrosion externe, fuite, réparations.

Les remarques déposées aux registres de l'enquête publique (Cassis et Simiane Collongue) en septembre 2015 intégraient ces questions, il n'a pas été donné de suite.

La technicité de ce type d'ouvrage est complexe, les certifications de 1966 de simples recommandations que l'on trouve sur le site Altéo :

- Technologie gazoduc, sous contrôle EDF/GDF qui a breveté la technologie.
- Mise en œuvre par LCI (Les Conduites Immergées).
- Conduite en acier, recouverte d'un matériau protecteur.
- Diamètre 30 cm. Apte à résister à une pression de 50 bars.
- Protection cathodique, isole partie terrestre de la mer.
- Port Miou, galerie en béton d'une profondeur de 40 m.
- Conçu par le service protection des ouvrages de Gaz de France.

Des reconnaissances du fonds et d'assistance durant la pose des conduites ont été réalisées par la Calypso du commandant Cousteau.

L'extrait vidéo de la Comex sur le site d'Altéo de 7,48 minutes permet quelques constatations malgré des prises de vues un peu flou :

- Une conduite en caténaire sans support et sur combien de mètres ?
- Un fonds qui ressemble fortement à un dépôt de boues rouges qui part vers l'aval et qui s'étale vers l'est et l'ouest.

Questions : **Communication du dossier de demande, d'autres tests ont-ils été réalisés ? Les résultats. ?**

Différentes certifications ont été obtenues (voir analyse juridique) la communication des dossiers de demande avec les résultats des organismes.

Commentaires du professeur Henry Augier (mail du 20/10/2017).

« La présence de la prairie de posidonies jusqu'à une profondeur de 30 m. est normale mais après elle paraît clairsemée.

Une canalisation ne détruit que la surface de son contact avec le fond. La vie installée s'y développe normalement.

La présence des gorgones, éponges, holothuries, étoiles de mer, oursins et poissons est normale pour les mêmes raisons ce qui ne permet pas de tirer des arguments en faveur.

9/ Quantités rejetées. Boues rouges solides – Effluent liquide.

1/ Solide jusqu'au 31/12/2015.

Les autorités n'ont jamais publié les « vrais chiffres secret défense ». La Barasse (fermeture en 1988, rejetait 360 000 t. an.)

Le tonnage global de 30 millions de tonnes est probablement sous-évalué, ils recouvrent (traceur titane) une superficie de 2500 km² sur une langue de 20 km et plusieurs mètres d'épaisseur.

- Soit : 9 300 000 t. de fer – 2 200 000 t. d'aluminium- 1 90 000 t. de titane- 61 300 t. de chrome- 2600 t. de zinc- 1 700 t. de plomb- 900 t. de cuivre- 700 t. de nickel- 20 600 kg d'arsenic – mercure, vanadium.

Questions : L'industriel pourrait-il communiquer les tonnages précis, ventilé par usine, ainsi que la ventilation des composants boues rouges en tonnages depuis 1966.

2/ Liquide à compter du 01/01/2016.

Rapport d'Altéo, il est seulement indiqué « suivi des rejets » débit de 270 m³/heure.

- Débit horaire est donc de 270.000 litres.
- Quantité journalière 6.480.000 litres.
- Le rejet annuel devient phénoménal soit **2.332.800.000** litres.

Les quantités de polluants sont alors les suivantes :

. **Aluminium** : $192 \text{ mg/l} \times 2.332.800.000 = 447.897.600.000 \text{ mg} = 447.897 \text{ kg}$ arrondis à **448 tonnes**.
. **DCO** : $139 \text{ mg/l} \times 2.332.800.000 = 324.325.920.000 \text{ mg} = 324.325 \text{ kg}$ arrondis à **324 tonnes**.
. **DBO5** : $48 \text{ mg/l} \times 2.332.800.000 = 111.974.400.000 \text{ mg} = 111.974 \text{ kg}$ arrondis à **111 tonnes**.
. **MEST**: $3,8 \text{ mg/l} \times 2.332.800.000 = 8.864.640.000 \text{ mg} = \mathbf{8864 \text{ kg}}$.
. **Arsenic**: $0,0055 \text{ mg} \times 2.332.800.000 = 128.304.000 \text{ mg} = \mathbf{128,3 \text{ kg}}$.
. **Vanadium**: $0,37 \text{ mg} \times 2.332.800.000 = 863.136.000 \text{ mg} = \mathbf{863 \text{ kg}}$.

. **mercure**: $0,0005 \text{ mg} \times 2.332.800.000 = 116.640 \text{ mg} = 116 \text{ kg}$.

Il faudrait encore multiplier par la durée de 6 ans, l'**aluminium** : $448 \text{ t} \times 6 = 2888 \text{ tonnes}$

Questions : **Comment aucun impact sur le milieu marin, la flore et la faune avec ce cocktail est-il possible ? Qui pourrait certifier ce type d'affirmation sans contestation ?**

10/Les rejets, toxicité, nocivité.

Communication du professeur Henry Augier :

Comme la bauxaline, selon l'industriel, est dépourvue de polluants, cela signifie que les produits toxiques contenus dans les boues rouges ont été transférés en quasi-totalité dans les eaux qui sortent des filtres presses.

La liste de ces substances, donnée par l'industriel et complétée par l'ANSES, est impressionnante, autant que leur pouvoir toxique : **soude** (toxique), **aluminium** (toxique, perturbateur neurologique, perturbateur cellulaire), **fer** (perturbateur de la reproduction et de la croissance), **arsenic** (forte toxicité), **vanadium** (désordres respiratoires, digestifs, sanguins et neurologiques), **titane** (toxique pour le plancton), **molybdène** (perturbateur endocrinien), **bore** (toxique), **chrome** (toxique), **sélénium** (toxique), **manganèse** (toxique), **plomb** (saturnisme, perturbateur sanguin, dysfonctionnement reins, foie, système nerveux), **cuivre** (algicide, atteinte à la base des chaînes marines trophiques), **zinc** (perturbateur photosynthèse et respiration, cancérigène), **antimoine** (toxique, possibles lésions hépatiques, rénales et cardiaques), **cadmium** (maladie Itaï, déformation du squelette), **étain** (ravageur des parcs d'aquaculture), **uranium** (toxique), **lithium** (effet possible sur la fonction rénale), **nickel** (toxique, perturbateur du développement larvaire), **cobalt** (toxique), **argent** (toxique sur les stades larvaires), **mercure** (névropathie, paralysie fonctionnelle, destruction des reins) **phénols**, **16 hydrocarbures aromatiques polycycliques** (forte toxicité, dysfonctionnement cellulaire, cancérigènes), **7 polychlorobiphényles** (réduisent l'immunité naturelle, cancérigènes), **7 dioxines et 10 furanes** (seuil de toxicité très bas, dysfonctionnement hépatique, nerveux, endocrinien, cancérigènes), **6 composés benzéniques** (aberrations chromosomiques, cancérigènes), **1 phtalate** (possibles effets sur le foie et les reins, le système reproducteur mâle, possible perturbateur endocrinien), **4 alkylphénols** (perturbateurs endocriniens) **et 2 polybromodiphenyléthers** (perturbateurs endocriniens), **3 organoétains** (perturbation de la reproduction et du système immunitaire, malformations morphologiques. Leur utilisation dans les peintures anti-fouling des coques de bateaux a eu des effets dévastateurs sur les parcs d'aquaculture des moules et des huîtres).

Les rejets solides et liquides, constituent un déséquilibre biologique qui menacent et condamnent pour des décennies la vie marine et au-delà, humaine.

Radioactivité :

Mesure naturelle de la méditerranée est de 12 becquerels par litre, celle des boues à la sortie du tuyau dépasse 750 Bq/l. Depuis le 01/01/2016, effluent liquide, aucune mesure rendue publique.

Question :

L'analyse ne se réalise que sur le muscle et la chair. Les viscères et la tête là où se concentre les métaux lourds, perturbateurs endocriniens, PCB sont exclus du champ d'investigations.

La soupe de poisson gastronomie locale à déconseiller.

Les travaux du Conseil de Surveillance et d'information sur les rejets en mer CSIRM, conseil scientifique indépendant pourrait utilement se concerter avec le président d'UCL.

11/Le principe pollueur/payeur. Redevance sur l'eau, TGAP.

La mission de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée, le principe se définit ainsi :

- Un fonctionnement mutualisé.
- Ceux qui polluent, industriels, agriculteurs, usagers payent une redevance qui va dans une caisse commune.
- Objectif, financement des actions et politiques de dépollution et de préservation des milieux.

L'arbitraire, le favoritisme impose un montant de redevance incompatible avec les réalités de pollution.

Le budget 2018 organise le « siphonage » de la trésorerie de l'Agence de l'Eau vers les caisses de l'Etat. De plus les actions décidées privilégient des mesures palliatives, dépollution eaux contaminées sans oser s'attaquer à l'origine de la pollution.

Effluents liquides, poussières, air, terre, atteinte nappe phréatique du bassin d'Aix, stockage solide décharge de mangearri, un simple stockage comme solution ?

Question : **Faire payer le juste prix à l'industriel de Gardanne serait une égalité de traitement des différents utilisateurs pollueurs.**

L'historique :

Quand un acte privé, notarié du 31/07/2012 entre le vendeur et promettant Rio Tinto et sa mouvance Altéo impose et fixe aux autorités les engagements des parties :

Page n° 7 « La mise en œuvre des Lois Environnementales existantes sur la taxe sur l'eau (art. L 213-10-2 du Code de l'Environnement tel que modifié par l'avenant n° 218 de la Loi de finances rectificative pour 2012 pourrait contraindre le promettant à prendre une **décision de mise à l'arrêt si le montant de la taxe sur l'eau dépasse 3.500.000. € par an.** Selon l'avis du seul promettant, n'est plus économiquement viable.

La décision de mise à l'arrêt est prise après le 3 -ème anniversaire de la date des présentes (si taxation au-delà).

La décision de mise à l'arrêt ne pourra être fondée si finalement définie à un montant annuel inférieur à 3 500. 000. Euros.

Théorie économique, les coûts qui accompagnent les productions industrielles doivent être internalisés dans les coûts de production. Un principe consacré par la déclaration de Rio en 1992 dans son principe 16.

Satisfaisant sur la défense de l'environnement sauf que sa simplicité cache des problèmes économiques, juridiques complexes dont le chantage à l'emploi.

Le coût social de la pollution engendre le mécanisme des responsabilités pour dommage écologique dont celles inscrites au Traité C.E. (art 174, paragraphe 2).

Imposer des taxes ou redevances de dépollution aux pollueurs sans en faire supporter les charges de dépollution par l'ensemble de la collectivité, le bon sens.

Notre système, versement de subventions par l'Etat aux pollueurs pour les aider à financer les investissements anti-pollution est :

- Contraire au principe pollueur/payeur.
- Au titre du droit Européen, une norme opposable.

- Le principe, qui pollue doit payer ce qui équivaut à reconnaître le droit de polluer à celui qui paie.
- La Charte Constitutionnelle de 2005 énonce,
 - o « Toute personne doit contribuer à la réparation des dommages qu'elle cause à l'environnement (art. 4)
- Afin d'assurer une véritable dépollution, les obligations mises à la charge par l'Etat de l'industriel :
 - o Un niveau de taxation sur les bases antérieures à 2012.
 - o Imposer des normes non dérogatoires.
 - o Bannir les mécanismes de compensation (filtres presses etc.)
 - o Abolir les droits acquis en matière de pollution.

La transparence n'est point de mise concernant le gestionnaire l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée qui obéit de fait aux ordres des ministères.

Taxe Générale sur les Activités Polluantes, TGAP.

Instauré par la Loi de Finance 98-1266 du 30/12/1998, décrets d'application mai 1999.

La gestion est assurée par la douane de Nice. L'accès aux informations est classé secret fiscal aucun moyen légal de connaître le montant payé, le tarif dérogatoire appliqué.

La fiscalité de l'environnement un caractère hétéroclite qui obéit à des arrangements « d'arrière boutiques ».

La redevance annuelle de pollution, un instrument financier servant à une redistribution des fonds (art. 17, Loi 19/07/1976) elle devrait être proportionnelle aux risques que l'entreprise fait courir.

A l'inverse, la gestion de l'entreprise considère comme plus avantageux de payer la redevance que de continuer à épurer. L'effet incitatif est nul. Un taux pas assez élevé facilite en interne la redistribution des ressources.

La redevance sur l'eau, taxe sur les activités polluantes :

- N° 99 755 du 11/10/2016 au Ministre écologie Mme. Royal.
 - o Suivi des dépenses des agences de l'eau. Le taux spécifique appliqué. Baisse de **11 millions €** loide finance 2012 inexpliqué. Cour des Comptes saisi. Les aides octroyés filtres presses.
 - o Pas de réponse après 2 relances.

La TGAP est géré par la douane de Nice, confidentiel. Actuellement la redevance est inférieure à 2 millions €.

L'histoire complète mérite un rafraîchissement des mémoires :

- Acte notarié vente de l'usine du 31/07/2012, le texte page 7.

Stipule les conséquences de l'amendement n° 218 étant parfaitement informé /

- Si le montant de la taxe sur l'eau **dépasse 3,5 millions €** selon l'avis du seul promettant (RT) n'est plus économiquement viable.
- La décision de mise à l'arrêt est prise après le 3 -ème anniversaire de la date des présentes.

Le rapport public annuel 2015 de la Cour des Comptes n° 23847 de 96 pages le texte concerné se trouve page 10 il confirme l'astuce des distances.

« Les rejets relevaient, matières en suspension et toxicité aigüe. La fin du plafonnement par la LEMA aurait dû alourdir considérablement la contribution.

Alors que la profondeur du rejet est de 320 m. et à 7,7 km des côtes de Cassis, la modification astucieuse a été suivie d'une décision de l'agence de l'eau (sur instruction ?) de baisser au quart le plafond légal, soit 1 € / kiloétox taux douze fois inférieur à celui de toxicité aigüe.

Pour en terminer, un amendement n° 948 C, au projet de Loi de finances pour 2017 a été déposé qui remettait en cause l'astuce de 2012. L'objectif revenir à une taxation équitable soit 18 € par kiloeutox au lieu de 4 € soit comparable à 2012.

Le député Olivier Faure a été **contraint de retirer** cet amendement sur instruction du ministre de l'industrie Eckert en janvier 2017.

Malgré ce cadeau sur le dos de la collectivité, l'usine continue de perdre près de 56 millions en 4 ans et pour 2017 estimation à près de 14/20 millions €.

- A l'occasion déplacement à Marseille le 28/01/2016, visite chez Altéo.
 - o La fermeture de l'usine n'est pas à l'ordre du jour.
- Début avril 2016, les dirigeants d'Altéo sont aller plaider leur cause auprès du ministre de l'économie E. Macron. Au sortir, M. Eric Duchenne, numéro deux de l'entreprise, affirmait que la fermeture de l'usine n'était pas à l'ordre du jour.

Question : Amendement n° 218 du 17/02/2012, Loi de finance rectificative., ce qui a été acté pour justifier cette baisse d'importance, une astuce de haute voltige dans les profondeurs de Cassis :

L'ancien premier Ministre M. Valls.

L'auteur de la décision imposée, avis favorable du CSPRT du 22/12/2015. Une partie a été diffusé par « le canard enchainé » ainsi va la démocratie.

Il est regrettable que les associations n'ait pas été représentées suite à la politique de la chaise vide ce qui n'a jamais été constructif.

Le Tribunal Administratif de Paris a rendu un jugement le 06/01/2016 qui impose à l'Etat de communiquer le compte rendu de la réunion interministérielle du 13/11/2015 qui ordonnait au 6 représentants de l'Etat de voter en faveur du texte de l'Arrêté Préfectoral qui sera publié le 28/12/2015.

Malgré les avis de la CADA et du Tribunal le texte n'a pas été rendu public, une souscription est ouverte dont on ne connaît pas le sort.

Question : M. R Malié actuel maire de Bouc Bel Air, ancien député, auteur de l'amendement à la Loi de Finances de 2012 :

Pouvez-vous nous éclairer sur cette situation, l'astuce permettant de diminuer cette taxe de 11 millions d'euros par an à savoir « La taxe est due lorsqu'elle se situe en deçà de 250 mètres de profondeur et à 5 km des côtes ».

Alors que tous les intervenants connaissent les réalités et la situation de la canalisation :

Profondeur de sortie 320 m. – Distance des côtes 7,7 km.

Notre ministre N. Hulot, accepte et consent une baisse de 110 millions d'euros du budget de fonctionnement des agences de l'eau et ce dès 2018.

Comment sans moyens financiers comptez-vous dépolluer les sites qui seront laissé à la charge des citoyens après la fin des activités des pollueurs.

B. BARRAQUÉ - LES BOUES ROUGES DE L'USINE PECHINEY-ALTEO DE GARDANNE.
(Publication Lavoisier/ Cairn. Téléchargement par M. Mazzoleni).

Revue juridique de l'environnement Février 2017.

L'AGENCE DE L'EAU ENTRE EN SCÈNE, ET PÉCHINEY PROMET DE DÉPOLLUER

Les agences perçoivent des redevances pollution depuis 1969, et même si on considérait les rejets en mer comme moins graves, villes et industries côtières n'étaient pas exonérées.

Or, à la Convention de Barcelone de 1976, la France a obtenu une dérogation pour son plus gros pollueur industriel en mer. Et l'usine Péchiney est restée protégée des redevances encore pendant longtemps.

C'est Jean-Louis Prime, ingénieur du GREF nommé à l'agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse (RMC) à la fin des années 1980, à la tête du service de la pollution industrielle, qui a cherché à régulariser cette **situation illégale** : un des principaux pollueurs du bassin ne payait aucune redevance, même pas sur les MES !

Aujourd'hui retraité, et acceptant de remuer ses souvenirs, il dit avoir compris que Péchiney risquerait la ruine si on lui appliquait le tarif général sur les MES (l'entreprise aurait dû payer plusieurs centaines de millions de F/an) ...

Avec Patrick Philip, responsable du même dossier à la délégation de Marseille de l'agence, ils ont négocié avec l'industriel, de telle manière que le directeur de l'agence de cette époque, Patrick Guilhaudin, a pu faire voter en 1992 par le comité de bassin, puis faire approuver par l'État, la création d'un zonage spécifique pour le calcul de la redevance et la percevoir à partir de 1994 (c'est-à-dire dans le programme suivant). Le compromis est passé par la création d'une nouvelle zone de modulation à la baisse de la redevance MES11,

Propos rapportés par le journal MarsActu du 28 juin 2016. En fait tout se passe comme si cet ingénieur n'arrivait pas à admettre que le rejet « inoffensif » ne l'est pas en fait, ou que tout peut être piégé dans les boues.

Ici on a envie de faire le lien entre ce premier paiement de redevances (sur paramètres MES, MI et Metox notamment), et la mise en place par Péchiney d'un comité scientifique soumis à confidentialité en 1995 ... En revanche, la redevance sur les matières inhibitrices a été fixée au tarif général de l'agence. C'est plus tard qu'elle a été aussi modulée à la baisse.

Pour tout rejet « non-domestique » au-delà de 5 km de la côte et de 250 m de profondeur. L'usine de Gardanne était à ce moment la seule concernée par ce zonage ! Les archives de l'agence font état d'une redevance fixée à 3,1 millions de FF (474.000 €); dont plus de 2 millions pour les MES et 748.000 FF pour les matières inhibitrices (MI)

Le but de l'agence, a dit J.-L. Prime, était de pouvoir financer la dépollution, mais en commençant par l'étude des impacts des rejets, en particulier sur leur toxicité, afin d'établir des priorités de dépollution.

P. Guilhaudin a été remplacé comme directeur de l'Agence par Jean-Paul Chirouze en 1994. N'ayant pas suivi cette affaire directement, celui-ci a renvoyé vers J.-L. Prime et P. Philip. Ce dernier (autre retraité, habitant dans la région) a fourni des informations utiles sur la suite de l'affaire.

Il avait quitté l'agence au moment où le gouvernement Juppé se mettait en place, et il était alors responsable de l'environnement au CEA. Mais il a été « prêté » à la nouvelle ministre, Corinne Lepage, au moment de la renégociation de la Convention de Barcelone 20 ans après, soit en 1995.

Il a confirmé que la ministre avait exigé de l'usine de Gardanne un arrêt des rejets, ou plus exactement, un état de « zéro impact » dans 20 ans c'est-à-dire au 31 décembre 2015.

En fait cette décision n'a pas été interprétée par tous de la même manière : s'agissait-il seulement des matières en suspension (des boues), ou aussi des substances dites inhibitrices (les métaux lourds et l'alumine) ?

On voit bien rétrospectivement l'enjeu de ce qu'a dit LAR, car, après avoir attendu dix-huit ans, les successeurs de Péchiney ont mis en place les fameux filtres presses, avec l'aide de l'agence (€13 millions sur 27), pensant respecter la contrainte des vingt ans ; et depuis lors, un directeur d'Alteo clame que la pollution est éliminée à 99%, oubliant au passage les métaux lourds ...

Et c'est pourquoi Corinne Lepage a exprimé sa colère le 4 janvier 2016 sur LCI ... Mais la direction d'Alteo a entretenu le flou sur la pollution aux métaux lourds jusqu'à la publication de l'étude de l'ANSES, et notamment lors de l'enquête publique de l'automne 2015.

Ce qui est plus grave, c'est que le zonage « maritime » mis en place au début des années 1990 n'a jamais été remis en cause, ni la redevance démodulée. Cette zone spéciale a même été légalisée par la LEMA en 2006.

Et si la redevance sur les métaux lourds est fixée conformément au régime général, celle sur la toxicité aiguë (MI) a aussi été modulée à la baisse en divisant par trois le plafond de redevances

Les autres paramètres (plus marginaux) de calcul des redevances sont les matières oxydables, l'azote réduit et les matières phosphorées.

Alteo y a défendu l'idée que l'impact des rejets liquides après la mise en place des filtres presses serait négligeable, et l'entreprise a écrit : « L'arrêté préfectoral du 1er juillet 1996 prévoyait en effet qu'à compter du 31 décembre 2015, la quantité déposée en mer par milliers de « tonnes » par an sera égale à zéro, ce qui implique l'arrêt de tout rejet solide mais n'impacte en revanche pas la possibilité pour ALTEO de procéder à des rejets liquides. ».

Voir plus généralement l'avis de l'Inspection Générale de l'Environnement (J.-L. Nicolazo ; J.-L. Prime) sur la partie relative aux agences de l'eau dans la LEMA alors en préparation, N° IGE/04/055 du 31 janvier 2005.

En plus, le flux des métaux lourds est resté peu connu, et donc probablement sous-estimé. Les marges de manœuvre de l'agence de l'eau sont étroites : tout se passe comme si l'environnement réglementaire ne lui permettait pas d'augmenter considérablement le total des redevances, mais qu'on pourrait arriver à augmenter un paramètre si un autre baissait ...

Le directeur actuel et ses services peuvent fournir la preuve que l'agence avait réussi à faire payer par Alteo une redevance pour les MI (substances inhibitrices ou toxicité aiguë) et les Metox, et avec une augmentation progressive, ce qui prouve qu'il y en avait !

Mais le total payé reste un peu comme un « prix d'ami », qui demeure en dessous du seuil qui déclencherait soit un investissement supplémentaire de l'entreprise pour réduire ou supprimer ses rejets toxiques, soit la fermeture du site ... **Et ce plafond est imposé à l'agence de l'eau par le niveau national.**

Par exemple, une nouvelle méthode de mesure du rejet adoptée en 2004 conduisait à réévaluer les redevances, multipliant par 7 celle pour les MI et par 700 celle pour les Metox, ce qui a fait passer le

total de 536 à 1.571 K€ de 2004 à 2005, chiffre qui a baissé de 10 à 20% les deux années suivantes, mais qui devait augmenter progressivement pour atteindre 4,5 M€ en 2011 et près de 13 M€ en 2012 (essentiellement sur le paramètre MI).

Or, le plafonnement des redevances voté par les députés dans la LEMA a fait redescendre les redevances à un taux bien plus modeste : 2,1 M€ en 2010, 2,3 M€ en 2011, et 2,6 M€ en 2012 un cadeau de 10,5 M€ par an depuis 2012, et au moins jusqu'en 2017 (cf. infra), soit 63 millions €.

L'acte notarié du 31/07/2012, vente par Rio Tinto précise « la redevance ne doit pas dépasser 3,5 millions € sinon l'usine ferme. ». Il faudrait que les autorités écoutent les citoyens de la même façon, on ne veut pas payer, l'Etat s'exécute. Curieux.

Question : L'amendement à la Loi de Finances de 2017, initialement prévu pour remettre la redevance à son taux initial d'avant 2012, le texte a été retiré sur intervention en janvier 2017 du Ministre de l'industrie M. Eckert.

La Cour des Comptes dans son rapport annuel 2015 épingle cet artifice.

La manipulation du dossier redevance est suffisamment documentée pour comprendre qu'il s'agit d'une faveur vers l'industriel et malgré cela des pertes vertigineuses qui ne garantissent pas de conserver des emplois à Gardanne.

M. le préfet comptez-vous intervenir auprès du Gouvernement afin de rétablir une mesure d'équité entre les pollueurs ?

12/ Le principe de précaution.

Un principe du droit communautaire (art. 174-2 Traité d'Amsterdam) du droit international (principe 15 de la déclaration de Rio) :

- Nécessité de mise en service de contre-expertise.

La Loi du 02/02/1995, définition :

« L'absence de certitude, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable (art L 110).

Question :

Une demande de tierce expertise qui trouve toute sa pertinence à l'exposé des motifs.

Un exercice de secours avec la mise en fonctionnement de la canalisation de La Barasse et la fermeture des vannes de Gardanne a-t-il été réalisé ?

Le produit d'inertage qui a une durée d'efficacité de 3 mois, comment est-il renouvelé et pour la dernière fois ?

Les vérifications de l'état de la canalisation dite de secours de La Barasse devrait aussi subir l'évaluation d'une tierce expertise.

13/ Acte notarié - Traité d'apports partiel d'actif 2012 – Comptes sociaux.

- Provision environnement 12 808 868 €, porte uniquement des coûts de nettoyage en cas de fermeture de l'usine,
 - **L'objet d'un accord avec les autorités.**
- Coût réhabilitation du site usine, dépollution, suivi des activités post-fermeture :
 - **Ne sont pas supportés par Altéo.** Mais qui ?
- Mangegarri caution de 7 235 000 conforme au texte de l'Arrêté. Les risques couverts par cette caution ne sont pas supportés par Altéo mais par un tiers :
 - **Qui est le tiers,** serait-ce l'Etat ?
- En mer, aucune provision pour dépollution, le propriétaire de la canalisation Aluminium Pechiney (filiale à 100 % de Rio Tinto) en cours d'effacement en France est en grande difficulté financière.
 - **Existe-il une caution afin de faire face à un démantèlement de l'ouvrage ?**
 - **Capacité financière d'investir dans une nouvelle canalisation ?**

Question : **La situation financière délicate de l'usine, les autorités doivent faire preuve de vigilance au regard des cautions, de la validité, de l'objet si leurs mises en actions devaient intervenir.**

M. le préfet comptez-vous revoir les modalités avec précisions ?

Certification comptes sociaux, la capacité d'Altéo à faire face aux engagements.

A retenir après lecture des documents 2016 déposés aux greffes :

- **Pertes** **14 593 038,87**
- **Cumul des pertes 2013/2014/2015/2016.** **56 195 958,67**
- Chiffre d'affaires 206 888 323.00
 - o Dont export 163 640 375.00 soit 79 %
 - o Dont Arc et Alufin 58 890 904.00 soit 300 000 tonnes.
- Effectif 443 (ouvriers 158- maîtrise 209 – Ingénieurs 76). Le pôle recherches a été considérablement renforcé pour Rio Tinto)

Les chiffres (en millions) sous gestion Fonds d'Investissements HIG :

Activités.	C.A. 100 %	dont Export	Pertes.	Cumul
2016	207	164 (79 %)	15.	56
2015	211	163 (77 %)	12	41
2014	205	155 (76 %)	14	29
2013	205	156 (76%)	12	15
2012	Comptes non publiés. Report à nouveau perte		3	

On remarquera sans surprise une grande stabilité sur ces 4 exercices, ce qui souligne une impossibilité de développement de l'usine.

Un modèle économique désastreux, des pertes chroniques et des perspectives de la filière mondial de l'aluminium qui n'autorise aucun optimisme pour Gardanne seule.

Dans ces conditions un successeur pour HIG, via le modèle de l'opération Rio Tinto de 2012 réalisé par des professionnels de la finance a très peu de chance d'aboutir.

Ce qui était annoncé dans le rapport Secafi de 2012 au Comité d'Entreprises trouve toute sa pertinence et son actualité :

Le cumul des pertes à fin 2017 sous gestion HIG depuis 2012 s'élèvera à **70 millions €**.

Question : Les représentants des salariés peuvent-ils communiquer le rapport SECAFI qui concluait à une opération qui **n'est pas viable en 2012 ?**

Comment et dans quelles conditions Altéo compte reconstituer son capital social d'origine de 60 millions € afin de faire face à ses obligations. ?

Le cumul des pertes avec l'exercice 2017 se situera vers 70 millions d'euros.

14/ Gouvernement.

Les dessous, les chiffres, questions au Gouvernement du député C. Premat, afin de ne pas alourdir l'on peut consulter utilement le blog ou vous retrouverez les détails.

Les interventions auprès du ministre de l'économie M. Macron, notre Président.

Questions du député C. Premat lors de la législature précédente.

- N° 63945 du 16/09/2014 au Ministre de l'Ecologie Mme. Royal.
 - Aimerais savoir si elle compte intervenir pour annuler cette dérogation accordée.
 - Réponse JO du 25/11/2014 page 9838.
 - La demande d'autorisation ne sera pas accordée en l'Etat malgré l'avis du Conseil d'administration du Parc car il faut viser un objectif zéro rejet d'arsenic et de métaux lourds en mer. Priorité à la santé publique, la protection d'un milieu marin fragile.
 - Des solutions doivent être trouvées pour défendre en même temps l'emploi et l'environnement.
 - La destruction de l'environnement est aussi destructrice d'emplois et génératrice de dépenses publiques élevées.
- N° 78 232 du 21/04/2015, ministre de l'écologie Mme. Royal.
 - Le gouvernement entend- il accompagner cette restructuration suite à l'étude du BRGM, nécessité de bassin de décantation et d'évaporation des eaux (lagunage).
 - Réponse JO du 14/06/2016 page 5493 après 5 relances.
 - Technologies et plan d'investissements a présenté au Comité de Suivi. Le rejet en mer n'est pas possible dans la durée. Le lagunage ne saurait constituer un progrès pour l'environnement. L'exploitant devra être conforme aux meilleures normes environnementales.
- N° 92 454 du 19/01/2016, ministre de l'économie industrie, M. Macron.
 - Rappel des faits pour l'essentiel sur les déversements en mer.
 - Demande de contrôle par la Direction Nationales des Enquêtes Fiscales (DNEF).
 - Conditions d'achats du minerai.
 - Facturation export
 - Réponse JO du 07/03/2017 par M. Sapin après 6 relances.
 - M. Macron a quitté le ministère le 31/08/2016.
 - Une ligne « En raison des règles sur le secret fiscal, il ne peut pas être répondu sur l'affaire particulière citée par l'auteur de la question ».

Les commissaires aux comptes interrogés en septembre 2016 n'ont pas relevé quoi que ce soit sur ce sujet lors de la certification des comptes 2016.

Le 01/03/2016, le président d'Altéo F. Ramé interroge le député sur les raisons de cette question. Le 23/05/2016 M. Prémat dans sa réponse demande :

« Je saisis donc votre proposition de précisions pour vous demander de m'indiquer les conditions et modalités du contrat à long terme relatif à l'achat du minerai de bauxite et les autorisations gouvernementales liées à la vente entre Rio Tinto et le FCPR HIG France ».

Bien évidemment aucune réponse.

- Proposition de résolution n° 4464 du 10/02/2017. Création d'une commission d'enquête sur les conditions de financement public de l'usine Altéo de Gardanne.
 - o Cette proposition inscrite à l'Assemblée Nationale ne sera jamais mise en œuvre.

Questions : **Les autorités aucune réponse de fonds. Une ligne secret fiscal par M. Sapin en janvier 2017 et le silence de M. Macron de janvier 2016 à Aout 2016 son départ du ministère de l'économie.**

15/Les recours.

Tribunal Administratif de Marseille.

- Référé en urgence janvier 2016. Rejeté.
- Plein contentieux Février 2016, mémoires complémentaire déposés n° 3 (octobre 2017 en réponse aux écritures du Préfet).

Commission Européenne, une saisine en cours d'instruction.

- Plainte janvier 2017 contre l'Etat Français,
 - o Non-respect. Convention de Barcelone.
 - o Directive 2006/21/CE déchets de l'industrie extractive.
 - o Directive cadre sur l'eau (DCE) du 23/10/2000 – Directive 2008/105/CE (modifié par directive 2013/39/UE du 16/12/2008.
 - o Directive 92/43/CEE du 21/05/1992 (dites habitats).
 - o Directive 2010/75/UE du 24/11/2010 relative aux émissions industrielles (DEI).

Dépôt en janvier 2017 par UCL représenté par son président le professeur d'Etat Henri Augier, Aldo Franco spécialiste des canalisations sous-marine, G. Rivoire océanographe et M. Mazzoleni, carrière de 39 ans comme DAF au sein du groupe Bolloré auteur et coordinateur auprès de la C.E.

- Les échanges d'informations sont constants avec le coordinateur.
- La décision de poursuites ou pas contre l'Etat français devrait être prise prochainement, un premier point des questions/réponses des autorités françaises sera réalisé pour fin octobre 2017 suivant le dernier mail reçu.

Questions : Face à un Etat qui refuse de regarder en face et objectivement les réalités il est apparu incontournable de saisir l'instance susceptible d'avoir l'autorité nécessaire à l'application et au respect de la réglementation au - delà des intérêts financiers.

Il pourrait être envisagé un signalement auprès du Parquet National Financier (PNF) afin d'y voir clair ou autre juridiction.

Pour cela un appel à un avocat est indispensable afin de rédiger en des termes juridiques recevable par cette instance.

- o Achats du minerai de bauxite, modalités, lieux de paiements.

- Facturation export, organisation, méthodes comptables.
- La possibilité d'infractions pénales, au nombre de 18 de la plus bénigne à celles qui marquent, le premier constat de notre avocat.

L'objectif transparence, établir les faits par les services spécialisés de l'Etat s'il y a lieu ou bien donner quitus sur les modalités et conditions contenues dans les questions au gouvernement du député Prémat. Sa demande de Commission d'enquête déposée à l'Assemblée Nationale en janvier 2017, aucune suite n'a été donnée.

Le vendeur Rio Tinto s'est engagé à payer à Altéo le montant de 32 millions de dollars payable en 4 annuités, (créance dite de Gardanne dixit) dernière échéance fin 2016 le terme de l'engagement de gestion de HIG que les parties avaient annoncé lors de la conclusion de la transaction en 2012.

A la clôture de chaque exercice social, les commissaires aux comptes précises le montant restant dû. La question à élucider, s'agit-il d'une rémunération d'intermédiaire envers celui qui a trouvé les fonds d'investissements et comment a-t-il été réglé ?

Un montage curieux un vendeur qui paie son acheteur ?

Quoi qu'il en soit les décisions ne se prennent pas à Gardanne mais à Montréal siège de Rio Tinto, à Miami pour HIG enfin au Delaware (paradis fiscal) pour Halco Mining siège social du fournisseur exclusif du minerai de bauxite de Guinée et dont Rio Tinto est actionnaire associé à l'Etat Guinéen.

Le braconnage dans le Parc Nationale des Calanques,

Une activité souterraine lucrative qui se pratique depuis toujours. L'audience du Tribunal Correctionnel de Marseille du 08/11/2017 apportera un éclairage sur les mentalités de ceux qui pratique ce « sport » dans les eaux qu'ils dénoncent polluées :

- L'article de La Provence du 24/10/2017 annonçant cette procédure.
 - Pêcheurs, plongeurs, poissonniers, restaurateurs, la chaine du fric.
 - La population d'oursin, de poissons une situation très connue dans la proximité des rejets en zone très pollué et ce n'est pas le traitement qui supprimera les particules qui permettent aux poissons de se nourrir...

Lors de mes contacts avec le monde de la pêche en 2015, j'ai entendu sans trop y croire quelques réalités. Pêcheurs un dur métier en perdition localement et pour une multitude de raisons, une de mes contributions analysait la perte de 1000 emplois sur le littoral méditerranéen.

Mes recherches m'ont amené à choisir, trier, écarter ce qui doit l'être, retenir ce qui s'impose, mon droit de savoir, mon indépendance n'en déplaie.

L'ignorance ne pourra pas être invoquée, les décideurs coupables mais pas responsable. Un fléau bien Français.

M. le Préfet je vous remercie pour votre attention.

Simiane Collongue le 26/10/2017

Michel Mazzoleni.